



Mont
Saint
Aignan

DECISION N° 2024.108

Convention d'honoraires avec Maître Boyer
Recours contre DP du 11.03.2024

LE MAIRE DE MONT-SAINT-AIGNAN,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

- Vu la délibération n° 2020-07-04 du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 donnant délégation au Maire, pendant la durée de son mandat, notamment pour fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, avoués, notaires, huissiers de justice et experts (alinéa 11), ainsi que pour ester en justice au nom de la commune pour toutes actions destinées à préserver ou à garantir les intérêts de la collectivité (alinéa 16) ;

- Vu la requête déposée au tribunal administratif de Rouen par M. Naze contre la décision de non opposition à la déclaration préalable en date du 11 mars 2024 relative à une extension rue Bazière ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Une convention est régularisée avec Maître Pierre-Xavier BOYER pour la mission de conseil et de représentation de la Ville, dans le cadre d'une requête déposée au tribunal administratif de Rouen contre la décision de non opposition à la déclaration préalable en date du 11 mars 2024 relative à une extension rue Bazière ;

ARTICLE 2 : Les honoraires sont convenus sur la base d'un taux horaire de 200,00 € HT.

ARTICLE 3 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision, dont ampliation est transmise à Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime et à Monsieur le Trésorier principal.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 18 novembre 2024

Catherine FLAVIGNY
Maire de Mont-Saint-Aignan